

Questions orales

tomobiles. Est-ce que le ministre, votre collègue, est prêt aujourd'hui ou dans des délais aussi courts que possible à endosser la proposition de M. Bourassa sur une des causes très importantes des pluies acides?

[Traduction]

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir rappeler au député et annoncer à la Chambre que le Canada a fait de très gros progrès en matière de réduction des pluies acides et de la production de pluies acides. Comme le sait le député, il existe un programme dont l'objectif est de réduire de moitié les émissions permises par rapport à celles de 1980.

Le député n'ignore pas non plus qu'il existe des règles plus strictes sur les émissions produites par les automobiles. Le gouvernement a accéléré le programme pour réduire l'usage d'essence avec plomb d'ici 1990. Le programme annoncé recevra l'appui de tous les députés, je crois.

Comme le sait le député, les pluies acides qui tombent au Canada proviennent en majeure partie des États-Unis. Tout porte à être optimiste. Nous prévoyons que le président des États-Unis présentera peut-être un programme au Congrès au début de la semaine prochaine. Nous espérons que cette initiative débouchera sur un accord. Si les députés se serrent les coudes pour veiller à ce que cet accord défende les intérêts des Canadiens, nous aurons le genre de réglementation dont nous avons besoin depuis très longtemps.

• (1150)

LA LÉGISLATION AMÉRICAINE SUR LES PLUIES ACIDES

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, ma question supplémentaire est la suivante. Je suis conscient qu'il faut renforcer la réglementation. Cependant, je suggère d'envisager d'adopter ici un projet de loi semblable à celui qui est proposé en Californie. Il est beaucoup plus sévère que ce que nous avons ici.

Le député a parlé d'une réglementation nationale stricte. À mon avis, en ce moment même, les Américains préparent leur propre législation sur les pluies acides. Les gouverneurs peuvent constater de première main la mort des érables dans la région que je représente, et je leur ai aussi rendu visite dans le passé.

Le député devrait rappeler au ministre le fait que si nous voulons une réglementation nationale plus stricte, et nous savons que les Américains préparent leur propre législation, ce serait peut-être le moment opportun de manifester à nos voisins du Sud notre volonté politique de remédier aux problèmes des pluies acides dans notre

pays. Si nous pouvons montrer l'exemple aux Américains en adoptant à la Chambre un projet de loi strict et sévère, ces derniers comprendraient et, si nous en avons la volonté politique, nous pourrions nous engager dans la bonne direction.

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, tout d'abord, je rappelle au député que des problèmes comme celui des pluies acides dans notre pays ne datent pas de 1984, mais remontent très loin. Si le député veut bien être honnête, il reconnaîtra le fait qu'on a progressé davantage en ce qui concerne les pluies acides et la réduction des émissions depuis 1984 que pendant le gouvernement précédent.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Brandon—Souris): Je dirais également au député que le Canada, le gouvernement, et j'engloberais dans ce processus tout le Parlement, ont joué un rôle important de chef de file. À mon avis, nous avons montré le chemin aux États-Unis, et je pense que nous en verrons les fruits dans la déclaration de la semaine prochaine.

* * *

LE SECTEUR SPATIAL

LA PÉNURIE DE SCIENTIFIQUES ET D'INGÉNIEURS

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Il doit avoir été aussi révolté que moi d'entendre le premier ministre parler de remplacer des scientifiques aussi facilement qu'on achète une voiture neuve.

Le premier ministre ne sait-il pas que les professionnels des milieux scientifiques et du secteur spatial sont tous d'avis que notre pays fait face à une crise de l'offre de personnes qualifiées pour le programme spatial?

Le premier ministre a-t-il même lu le rapport d'un comité permanent de la Chambre qui affirmait qu'il y a une grave pénurie de scientifiques et d'ingénieurs du domaine spatial?

L'hon. William C. Winegard (ministre d'État (Sciences et Technologie)): Monsieur le Président, chaque fois qu'un organisme est créé ou qu'un organisme déménage, on ne peut que perdre des gens dans ce déménagement.

Ce qui importe pour nous, et en fait pour tous les députés à la Chambre, c'est de voir à ce que ce déménagement soit fait aussi efficacement que possible et à ce qu'on donne aux gens concernés par le déménagement autant de soutien que possible. C'est exactement ce que l'Agence spatiale s'efforce actuellement de faire.